

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : les humeurs printanières (orageuses) de Pékin

*Un fait
son décryptage
une analyse
des perspectives*

LE FAIT

➤ *En Asie orientale, la sortie progressive de l'hiver et l'arrivée imminente du printemps ne semblent pour l'heure guère avoir d'incidences sur les postulats stratégiques régionaux de l'ambitieuse République Populaire ; pour ceux qui, de Taipei à Washington, d'Hanoi à Séoul, de Manille à Pyongyang escomptaient quelque assouplissement de Pékin sur un volet de dossiers sensibles (souveraineté en mer de Chine du sud ; réponse de la communauté internationale aux derniers essais nucléaires et balistiques nord-coréens ; relations sino-taiwanaises post scrutin, etc.), il s'agira à minima de s'astreindre à une "patience stratégique" et de remettre à plus tard quelque espoir de détente de la part des cercles du pouvoir chinois et de la diplomatie pékinoise.*

➤ *De fait, lors du mois écoulé, par l'intermédiaire notamment de son très actif et résolu ministre des Affaires étrangères, cette dernière a fait feu de tout bois - souvent sans soucis de ménager la susceptibilité des capitales concernées— en direction d'une batterie de thématiques régionales vis-à-vis desquelles sa sensibilité paraît à fleur de peau.*

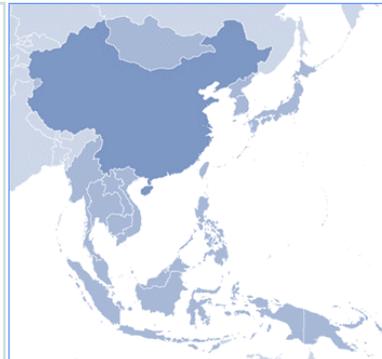
➤ *Un florilège marqué du sceau de la conviction (euphémisme) qui ne saurait laisser de marbre divers acteurs étatiques de la région Asie-Pacifique, concernés au premier chef par les projets unilatéraux et les sautes d'humeur de Pékin. Plus spectatrice qu'actrice (hormis Washington), la communauté internationale se cantonne essentiellement à compter les coups et à prêcher dialogue et retenue.*

L'ANALYSE

■ Comme un symbole résumant à dessein la situation, l'affable chef du gouvernement Li Keqiang donne en ce 16 mars 2016 la mesure de ce que la diplomatie chinoise du moment considère relever de la "norme" pour ce qui a trait aux contentieux, en prenant appui sur l'opportun dossier taiwanais : "Aussi longtemps que l'on adhère au consensus de 1992 (accord informel sur le 'fait' que la République Populaire et Taiwan composent une seule Chine, avec une interprétation distincte des termes employés) et que l'on reconnaît que la Chine continentale et Taiwan forment une seule et même Chine, tout peut-être discuté". Une phrasologie aimable relevant davantage de l'intimidation que de la diplomatie.

■ Nous le verrons sommairement dans la page suivante à partir de quelques déclarations choisies, cette approche que l'on ne saurait qualifier "d'en douceur" se répercute en échos sur un volet de différends régionaux contemporains associant pêle-mêle voisins sino-sceptiques (Vietnam, Philippines, Taiwan), partenaires commerciaux régionaux (Corée du sud), "alliés stratégiques" (Corée du nord) enfin, *last but not least*, la puissante Amérique arborant ces dernières années sa doctrine plus engagée du *US Pivot to Asia* ("le retour").

■ Qu'y voir ? Un moyen de détourner l'attention de la population vers l'extérieur en ces temps de *moins bien* intérieurs, ou le signal d'une diplomatie chinoise plus agressive, sûre de son fait et de son (bon) droit ?



CHINE : repères

Région: Asie du nord-est
Superficie: 9,6 millions km²
Population: 1,37 milliard
Capitale: Pékin
Pays voisins: 14, dont l'Inde, la Corée du N, l'Afghanistan, Birmanie
Ressources: charbon, pétrole, gaz naturel, minerais, terres rares, uranium, potentiel hydroélectrique
Régime: Etat communiste
Chef de l'Etat: Xi Jinping (2013→..)
Religion: athéisme officiel
Ventilation ethnique: Hans (92%)
Economie: 2^{ème} économie mondiale ; 1^{ère} économie d'Asie
Revenus annuels / h: 7500 euros
Forces armées: 2,3 millions de soldats ; 1^{er} effectif mondial.



Le Président Xi Jinping (gauche), le ministre des Aff. étrangères, Wang Yi, chevilles ouvrières d'une diplomatie printanière asiatique déterminée...

LA CITATION

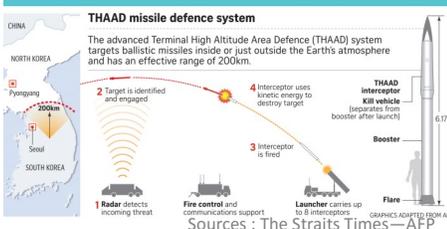
"Les pays extérieurs à la zone doivent cesser de pousser la mer de Chine du sud à la militarisation, arrêter de mettre en danger la souveraineté et la sécurité nationale des pays riverains au nom de la 'liberté de navigation' et de menacer la paix et la stabilité de la région", ministère chinois des Affaires étrangères, le 11 février 2016.

ACTEURS EN PRESENCE

LE PRÉSIDENT XI JINPING
 MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
 WANG YI
 L'OPINION PUBLIQUE CHINOISE
 LA HAUTE HIÉRARCHIE MILITAIRE

CHRONOLOGIE récente

- 11/03:** Pékin dénonce la vente de deux frégates américaines à la marine de Taiwan
- 10/03:** essais balistiques nord-coréens ; Pékin invite toutes les parties à la retenue
- 09/03:** Taipei évoquent les risques inhérents à la militarisation de la mer de Chine du sud
- 09/03:** Pékin hostiles aux sanctions unilatérales de Séoul contre la Corée du nord
- 09/03:** Pékin contre la poursuite des programmes nuclé. et balistiques nord-coréens
- 07/03:** les autorités chinoises "suggèrent" à Taipei de ne pas inviter le Dalai Lama
- 05/03:** le Président Xi Jinping met en garde Taipei contre tout projet d'indépendance
- 05/03:** début de la session annuelle de l'Assemblée Nationale Populaire à Pékin
- 17/02:** Pékin exige de Séoul et Washington de renoncer au programme THAAD
- 17/02:** défense anti-aérienne (sol-air) sur Woody Island (Paracels ; mer de Chine sud)



Le SYSTÈME DE DÉFENSE ANTI-MISSILE THAAD : demandé par Séoul, défendu par Washington, vilipendé par Pékin.

DÉCLARATIONS & REACTIONS

"Nous ne nous satisferons pas de la poursuite par la Corée du nord de ses programmes nucléaires et balistiques", **Wang Yi**, ministre des Affaires étrangères, le 8 mars 2016.

"Nous nous opposons fermement à ce que qui que soit invite le Dalai Lama à Taiwan", **P. Choling**, Assemblée nationale populaire, le 7 mars 2016.

"J'insisterai sur le fait que la Chine s'est toujours opposée aux ventes d'armes à Taiwan. Cette position est constante, ferme et claire", **ministère des Affaires étrangères**, Pékin, 11 mars 2016.

L'auteur

OLIVIER GUILLARD, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

ENJEUX et CONSEQUENCES

De la péninsule coréenne à la mer de Chine du sud, de Taiwan au rival stratégique US, les récentes postures "diplomatiques" chinoises n'ont pas épargné grand monde...

◆ **Péninsule coréenne**

Corée du nord. Selon Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères (17 fév.), "L'essai nucléaire et le lancement d'un satellite constituent des actions sérieuses contraires aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Aussi, la Corée du nord doit payer le prix nécessaire". Des propos sévères ne présageant certes pas une rupture imminente avec Pyongyang mais témoignant de l'agacement (légitime) de Pékin.

Corée du sud. Le même jour, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères laisse entendre son déplaisir à l'endroit de Séoul : "Au sujet du déploiement du système de défense anti-missile THAAD dans la péninsule, nous exprimons notre ferme opposition en ce qu'il porte atteinte aux intérêts de sécurité nationale de la Chine. Nous espérons que les acteurs intéressés n'y donneront pas suite". Une sortie guère surprenante ; peu près (9 mars), le "pays du matin calme" était à nouveau dans le viseur des porte-voix diplomatiques de Pékin : "Nous pensons que les sanctions unilatérales (contre la Corée du nord) ne constituent pas un moyen pour résoudre la question. Quant aux sanctions elles-mêmes, elles ne doivent pas nuire aux intérêts légitimes de la Chine". Une déclaration qui, conjuguée à la précédente, créa quelque amertume à Séoul...

◆ **mer de Chine du sud**

"La Chine a été le premier pays à découvrir, à nommer, développer et gérer les îles de mer de Chine du

sud. L'Histoire révélera qui est un simple invité et qui est le véritable hôte" (ministre Wang Yi, 8 mars).

◆ **Taiwan**

Enfin, sur ce dossier délicat entre tous pour Pékin, le chef de l'Etat Xi Jinping a tenu à réaffirmer dernièrement la position inamovible de son administration : "Nous lutterons avec détermination contre toutes les formes d'activités indépendantistes de Taiwan. Nous protégerons la souveraineté du pays et son intégrité territoriale. Nous n'autorisons jamais plus que la tragédie historique nationale de la sécession se reproduise à nouveau".

PROSPECTIVE

Certes, il y a bien les mots du jour presque *apaissants* du 1^{er} ministre Li Keqiang en clôture de la session annuelle de l'Assemblée Nationale Populaire : "Des différends peuvent naître entre voisins ; mais nous pensons qu'aussi longtemps que nous nous considérons mutuellement avec sincérité et recherchons un règlement pacifique des contentieux selon des modes diplomatiques, la stabilité régionale sera assurée". Il n'empêche ; contrariée par de sérieuses contingences intérieures relevant de l'économique (net ralentissement de la croissance) et du social (inflation des mobilisations de salariés, dans un contexte de fermetures d'usine), l'humeur des cercles du pouvoir chinois ne saurait se déclinier sur un mode léger et donner l'impression, sur les dossiers contentieux asiatiques extérieurs du moment, d'une quelconque faiblesse. Ce, d'autant moins que les ressorts nationalistes semblent en phase pareillement ascendante. Pékin entend renouveler son autorité sur l'opinion ; la kyrielle de différends régionaux (mer de Chine du sud ; gouvernement DPP à Taiwan ; livraison d'armes US à Taipei ; sanctions contre la Corée du nord ; THAAD en Corée du sud) lui offre l'opportunité de reprendre quelque crédit auprès d'administrés désormais inquiets.

Paris, le 16 mars 2016